

Daniel Bensaïd

Programme d'action de Rouge

Diffuser, discuter

Mercredi 27 mars. Dernier sondage de la Sofres : 76 % des Français pensent que « les choses ont tendance à aller plus mal » ; 12 % seulement pensent qu'elles s'améliorent. Jamais, au baromètre approximatif des sondages, l'avenir n'avait été si noir. Les choses... Terme vague pour une inquiétude sourde. Les choses, ce sont les salaires, l'emploi, les impôts. Ce sont aussi les choses quotidiennes, du transport au logement, de l'école à la pollution. Bref, c'est la société capitaliste qui a tendance à aller plus mal. Et ce sont les travailleurs au premier chef qui en font les frais. Les travailleurs salariés dans les usines, mais aussi les employés, les petits paysans, les jeunes... Il faut faire face, il faut agir. Et d'abord éviter que les profiteurs ne se tirent d'une mauvaise passe sur le dos des salariés. Refuser le blocage des salaires, les fermetures d'usines, les licenciements. Devant l'intransigeance acharnée du gouvernement et du patronat, il faudra pour cela mettre le paquet, rassembler et unir les forces ouvrières, étendre et centraliser les mobilisations. Il faudra, pour consolider et élargir de premières victoires, aller plus loin : en finir avec le régime UDR, chasser son gouvernement de flics et de patrons. En 1968, 10 ans ça suffisait ! En 1974, 16 ans, c'est beaucoup trop. « Face à la crise, quelle riposte ? Pour le socialisme, quelle voie ? », C'est à ces questions brûlantes, que répond le Programme d'action de Rouge, à diffuser,

à débattre dès cette semaine. En commençant par bien comprendre dans quelle situation il s'inscrit et quelle est sa fonction.

1. Les hausses du prix du pétrole vont accélérer les tendances à la récession qui se dessinaient déjà dans la plupart des grands pays impérialistes. Les pays producteurs vont en effet empocher 60 milliards de dollars supplémentaires, ce qui équivaut à 2 ou 3 % de la production des pays impérialistes. Pour ne pas précipiter la récession, il faudrait que les bourgeoisies arabes bénéficiaires de la hausse rachètent immédiatement pour 50 milliards de dollars, en biens d'équipement ou de consommation, aux pays capitalistes touchés par la hausse.

Même dans cette hypothèse inconcevable, les achats des bourgeoisies arabes aux métropoles impérialistes ne se répartiraient pas équitablement, chaque pays compensant ses dépenses supplémentaires par des exportations équivalentes. Autrement dit, le résultat inévitable, c'est une intensification de la concurrence pour conquérir les marchés arabes et attirer les capitaux disponibles des bourgeoisies arabes. Ce que Giscard avait exprimé avec clarté il y a déjà plusieurs mois en faisant de l'exportation le premier devoir national. Ce qu'illustre encore le plan gouvernemental de Pompidou qui frappe les salariés mais consacre 14 milliards à encourager l'investissement et favoriser l'exportation, une prime de vie chère pour le capital !

Pour acheter son pétrole et défendre sa place dans la concurrence internationale, le patronat français frappe le pouvoir d'achat des travailleurs. Il veut produire à bon marché sur leur dos, sans toucher à ses propres profits. Tout au long des dernières années, il a voulu habituer la classe ouvrière à porter autour du

cou le nœud coulant des contrats de progrès. Aujourd'hui, dans la difficulté, il tire sur la corde : les contrats apparaissent plus clairement encore comme un premier pas vers une politique des revenus et de blocage des salaires.

Qui va payer ? Telle est la question.

La bataille s'annonce acharnée. Et pour l'engager avec autorité, gouvernement et patronat ont décidé la méthode forte. Aux fonctionnaires, le gouvernement promet 2 % en six mois, alors que les prix ont augmenté de 3 % (indice officiel) pendant les deux premiers mois de l'année.

Dans le privé, à Ford, à la Saviem, à Bergougnan, dans les banques, le patronat tente d'opposer un front solide à l'offensive revendicative. L'épreuve de force prend valeur de test aux Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Même si les syndicats affirment que l'augmentation uniforme de 200 F exigée ne remet pas en cause le contrat puisqu'elle serait considérée comme un à-valoir sur les prochaines négociations, une victoire sur ce point dans un bastion ouvrier serait considérée comme un précédent et pourrait faire boule de neige. D'où, bien que les carnets de commande soient bien garnis jusqu'en 1978, la réponse patronale : la manière forte, le lock-out.

La manière forte, c'est aussi l'envoi des flics dans les usines, comme Carnaud (Rouen), ou dans les foyers d'immigrés (Raymond Losserand), le harcèlement des piquets de grève par les jaunes et la CFT (comme aux Bonneteries de Champagne à Troyes), le développement de bandes parallèles (fascistes, Sac, CDR), le cybernétisation de la répression (opération Safari !).

C'est dans un tel contexte que se lève la combativité ouvrière.

2. Cependant, le jeu de la bourgeoisie est si serré qu'on sent la lutte revendicative étroitement liée au problème politique. L'élection présidentielle à l'échéance incertaine plane sur la situation. Et de fait, depuis les dernières législatives, la poussée électorale de la gauche, le maintien du Programme commun font qu'il existe une solution de rechange apparente. La polarisation de la vie politique déchire les intermédiaires. Sentant l'affaiblissement du régime, la gauche s'efforce d'apparaître comme candidate respectable et responsable au gouvernement. Dans leurs déclarations. Mitterrand, Séguy, Marchais multiplient les gages de modération. Commentant un sondage dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, le premier explique que les travailleurs sauraient faire les sacrifices nécessaires pour ne pas gêner un gouvernement d'Union de la gauche. Le second abonde discrètement dans son sens, dans une interview à *France-Soir*. Quant à Marchais, c'est devant le comité central du PCF qu'il présente dès aujourd'hui, pour aujourd'hui, son parti comme un parti de gouvernement, constructif et responsable, capable de prendre en charge l'intérêt national. Lues à la lumière de l'expérience britannique, ces déclarations doivent être prises au sérieux. Le gouvernement travailliste à peine élu, les syndicats n'ont-ils pas abandonné leur revendication de levée du blocage des salaires, centrale à l'époque des conservateurs ; et la police n'a-t-elle pas été envoyée massivement faire régner « l'ordre travailliste » dans les universités de l'Essex !

Les engagements verbaux ne suffisent pas, les partis signataires du Programme commun se sont entendus sur une plate-forme de mesures d'urgence face au plan gouvernemental. Plate-forme minimaliste, qui vise autant à rassurer la bourgeoisie sur les intentions immé-

diates d'un éventuel gouvernement de gauche qu'à unifier sur des perspectives concrètes la mobilisation populaire. Ainsi, on ne demande pas l'abrogation pure et simple de l'ordonnance de 1967 sur la Sécurité sociale, mais le remboursement intégral des frais médicaux et pharmaceutiques pour les maladies graves. Ainsi, alors que Séguy et Maire rivalisent d'éloquence pour expliquer qu'on ne vit pas en 1974 avec moins de 1 500 F par mois, la plate-forme s'en tient modestement au smic à 1 200 F, sur la base 40 heures, et n'exige nulle part le retour immédiat aux 40 heures alors que le chômage menace !

C'est aussi que la gauche française tire à sa manière les leçons du Chili. Si l'Unité populaire a échoué c'est que, l'impatience des gauchistes aidant, elle s'est coupée de la petite bourgeoisie. Ainsi raisonnent les bureaucrates. Aussi veulent-ils élargir préalablement, préventivement en quelque sorte, leur base. En multipliant les concessions. Dès l'automne, le PCF a tenu des propos apaisants, conciliants envers les commerçants, les PME... En mettant en vedette l'accord entre l'Ugict et la CGC.

Mais si la gauche peut s'efforcer ainsi d'élargir sa base sociale, elle a encore plus de mal à élargir ses alliances politiques. Dans le cadre de la démocratie parlementaire italienne, malade et vermoulue, le PC italien préconisa un « compromis historique », un accord large englobant la Démocratie chrétienne, garantissant une majorité supérieure à 51 %. Mais dans le cadre de l'État fort en France, les combinaisons d'alliance sont plus limitées, quasiment bloquées. La bourgeoisie tire à sa façon les leçons du Chili (classe contre classe, de son point de vue) ; et Lecanuet a catégoriquement fermé la porte à toute forme de soutien, fût-il seulement électoral, envers une coalition englobant le PCF. Ainsi, quelques groupus-

cules ou individus mis à part, la gauche ne peut plus espérer gagner grand monde sur sa droite.

D'où son avenir contradictoire : ou s'appuyer résolument sur le mouvement des masses, ou capituler ouvertement. Si la bourgeoisie se trouvait acculée, elle pourrait envisager de recourir à un Mitterrand comme ultime carte, sorte de Kerensky. Mais à un Mitterrand délié de tout engagement envers le Programme commun, précieux seulement pour son audience au sein du mouvement ouvrier, pour gagner du temps. Gouvernement ouvrier et populaire ou kerenskysme, telle est l'alternative politique qui finira par crucifier et écarteler la solution boiteuse de l'Union de la gauche.

3. Cette alternative s'affirmera d'autant plus que montera et mûrira la combativité ouvrière. Six ans après Mai 68, le chemin parcouru est déjà considérable. D'abord par l'ampleur des mobilisations en cours qui entraînent et brassent les secteurs les plus divers. Nous ne sommes plus en 1971 ou 1972 à l'époque des « luttes-phares », exemplaires mais relativement isolées, comme les Batignolles ou le Joint français. Fonction publique, EGF, métallurgie, les gros bataillons se mettent en branle... Dans certaines villes, comme à Bordeaux, on voit cinq ou six usines en grève simultanément. Six mille grévistes dans le textile à Lille. Neuf mille lock-outés à Saint-Nazaire. Dans les banques, les employés tiennent bon. Des villes qui avaient été à peine effleurées par le souffle de Mai bougent, comme Le Puy ; à Laval, en octobre, la grève était quasi générale. Dans les lycées parisiens, les enseignants se préparent (70 lycées représentés à la dernière coordination) et ont rendez-vous le 10 avril pour organiser la lutte. La colère paysanne se rallume dans le Midi viticole.

Le contenu des revendications témoigne par ailleurs d'une élévation du niveau de conscience et d'une unification possible de la lutte sur les salaires : 200 F pour tous à Saint-Nazaire, à Thomson. 300 F à Ford, 1 500 F mini et échelle mobile ! De même que les formes de lutte : multiplication des occupations, des piquets durs, voire de brigades mobiles (Olivetti), saisie de trésors de guerre selon l'exemple de Lip, auto-organisation (centralisation des comités de grève dans les banques).

Les luttes ont tendance à se généraliser, à se coordonner, se centraliser à l'échelle d'une ville (Bordeaux), d'une région (dans le Midi où les grévistes rencontrent les viticulteurs), d'une branche (banques).

Dans nombre de luttes de pointe se manifeste une avant-garde ouvrière souvent jeune, qui échappe au contrôle des directions réformistes et les inquiète. D'où la lettre de Ségué aux patrons de presse critiquant l'importance accordée aux gauchistes et à la CFDT dans le compte rendu des luttes. D'où l'accent mis au dernier comité central du PCF, tant dans le rapport de Marchais que dans un rapport spécifique de M. Zuidner, sur la réorganisation des cellules d'entreprise. C'est aussi l'une des raisons de l'agressivité des dirigeants cégétistes envers la CFDT, soupçonnée d'abriter avec complaisance ou de ne pas combattre avec assez de fermeté les fauteurs de débordement. Pourtant, cette avant-garde ouvrière, si elle se trouve en partie à la CFDT, se retrouve aussi dans les rangs de la CGT, de même qu'elle élargit son expérience dans certains cas et son activité dans les comités Chili, les comités Mlac, les comités de mobilisation préparatoires aux luttes.

L'actuelle mobilisation de la jeunesse contre la réforme Fontanet s'inscrit directement dans

ce contexte social. Au lendemain des élections de mars 1973, le mouvement contre la loi Debré avait davantage le caractère d'une explosion sociale massive, entre la révolte et la fête. Uni contre la loi et l'armée du capital, il s'était peu politisé en profondeur. Le démarrage de la grève des OS à Renault n'avait guère éveillé d'écho en ses rangs, et le mouvement était retombé avec une surprenante rapidité, par rapport à son ampleur. La mobilisation actuelle est d'emblée plus politisée. Peut-être parce que son motif, la réforme Fontanet, est un projet global en matière d'éducation, qui nécessite une compréhension profonde de la part des jeunes en lutte. Mais surtout parce que l'intensité des luttes sociales traverse le mouvement jeune. Et ce n'est pas pur hasard, dans un tel contexte, que ce soient les collégiens des CET qui se soient portés à la pointe du mouvement. De même, pour le mouvement jeune, la question de la jonction avec les luttes ouvrières ne se pose plus simplement en termes de juxtaposition des luttes et d'addition des cortèges, mais plus profondément en termes de solidarité, d'articulation des luttes : s'intégrer dans le dispositif d'autodéfense d'une usine occupée, discuter les revendications ouvrières et leur lien avec les luttes dans l'école, ou encore, comme dernièrement dans un lycée, organiser une crèche pour faciliter la participation d'ouvriers et d'ouvrières en grève à l'occupation de l'usine et aux piquets !

4. Alors, comment lutter ? Comment lutter quand la tactique des luttes dépend étroitement de la stratégie politique ? La stratégie de la direction cégétiste est claire ; elle s'est ouvertement engagée dans le soutien à l'Union de la gauche sur la base du Programme commun. Soucieuse de ne pas se couper de la combativité actuelle, elle l'est tout autant de pré-

server l'image de syndicat responsable capable de contrôler les humeurs de la classe ouvrière. Ainsi, toujours dans son souci d'ouverture aux cadres, n'acceptera-t-elle qu'à contrecœur les revendications d'augmentation uniforme, comme à la Saviem ou elle avait commencé par s'y opposer dans le souci de respecter la hiérarchie. Pour, la direction de la CGT, la riposte graduée au plan gouvernemental, journée d'action après journée d'action, branche après branche, a aussi une fonction de pilonnage préélectoral, parallèle à la relance de la propagande autour des cinq mesures d'urgence de la gauche.

Au demeurant, la direction de la CGT ne semble pas pressée de voir les actions, les luttes qui s'étendent, converger vers une grève générale. Les initiatives prises à ce jour ne vont guère dans ce sens. La journée d'action dans la Fonction publique ne s'appuyait pas sur une plate-forme revendicative concrète et n'incluait aucun appel à la grève ; à cette occasion, les Jeunesses communistes se sont même opposées à la jonction des lycéens au cortège des fonctionnaires. De même, à Bordeaux le 21, alors que la grève de l'EGF paralysait plusieurs entreprises, les travailleurs de ces entreprises n'ont pas été appelés à se joindre aux manifestations, alors que, quand les sections syndicales de la boîte en prirent l'initiative, ce fut un succès. La direction cégétiste redoute, si elle lance l'initiative d'une grève nationale, que les travailleurs répondent : « Demain, on continue ! »

Si, de son côté, la direction de la CFDT parle de convergence stratégique avec la CGT et de feu roulant d'actions, c'est qu'elle n'a guère de stratégie propre ni de tactique précise. Ce feu roulant-là, sans perspective centrale, unifiante, risque de faire long feu. En fait, et Maire l'a plusieurs fois implicitement admis, à terme,

la CFDT, préoccupée de ne pas s'isoler du grand rassemblement populaire, n'a guère d'autre issue que le ralliement conflictuel à l'Union de la gauche. Les attaques violentes de Berteloot, Séguy, Krasucki visent à hâter le mouvement et à inviter la direction cédétiste à faire régner l'ordre dans ses rangs, en des temps propices aux débordements.

Déjà, en de multiples occasions, comme à Bordeaux, ou dans la grève de Bergougnan, à Clermont-Ferrand, les directions CFDT locales sont aussi zélées que celles de la CGT dans le cassage des luttes.

C'est dans ce contexte que *Rouge* a estimé nécessaire d'élaborer et de publier un programme d'action.

Face à la crise, à l'inflation, aux fermetures d'usines et aux compressions de personnel, il s'agit d'abord de définir un système de revendications et de formes de lutte unifiant la classe ouvrière.

À la différence du *Manifeste* de la Ligue communiste qui apportait la réponse des révolutionnaires sur le socialisme à construire et les moyens d'y parvenir, le *Programme d'action de Rouge* est un instrument d'agitation, plus immédiat, plus concret. Une réponse d'ac-

tualité. Il ne dit pas seulement ce qu'il faut faire, mais aussi ce que peuvent faire les révolutionnaires, les travailleurs combatifs à partir de forces même limitées. Et comment le faire, en s'appuyant sur de multiples exemples et expériences puisés dans les luttes de la dernière année.

Il s'agit d'articuler entre elles les mobilisations en cours, de prendre appui sur leur tendance à l'extension et à la généralisation pour avancer l'idée de la grève générale reconductible, car pour arracher gros à la bourgeoisie en ces temps difficiles, il faudra employer de grands moyens. Et si le gouvernement UDR, comme le gouvernement conservateur est emporté par la vague, le programme d'action définit les tâches du mouvement de masse, ce qu'il devrait exiger d'un véritable gouvernement ouvrier, sa propre vigilance organisée restant la meilleure garantie des premières conquêtes.

Il s'agit enfin avec ce programme d'action de s'inscrire dans le débat en cours. Le Programme commun définit une perspective électoraliste, parlementaire, qui n'est pas la nôtre et qui ne permet guère de répondre aux questions de l'heure, à la lumière de la lutte de Lip

et de la tragédie chilienne. La direction de la CFDT, celle du PSU n'ont pas réussi à tracer une voie distincte. Pire, la direction cédétiste s'empêtre à discuter des alliances avant de discuter du contenu programmatique, mettant la charrue avant les bœufs, et excluant les révolutionnaires du débat sur l'autogestion. Si dans l'extrême gauche le slogan « Une seule solution, la révolution ! » exprime bien une défiance de plus en plus massive face aux bureaucrates réformistes, il ne saurait tenir lieu de programme, de perspective concrète, de guide dans les luttes. Avec notre programme d'action, nous prétendons contribuer sans exclusives au débat entre toutes les organisations ouvrières, politiques ou syndicales, de la gauche parlementaire unie ou de l'extrême gauche. Qu'à tous les niveaux de ville, de secteur, d'établissement, les diffuseurs de *Rouge* prennent les contacts à cet effet.

Pour ne pas en rester aux réponses au coup par coup face à l'attaque du patronat et au projet de l'Union de la gauche, il faut dès maintenant diffuser, discuter, faire discuter ce programme !

Rouge, 29 mars 1974